

PRÉFET DU PAS-DE-CALAIS

ARRAS, le

11 JUIN 2019

Direction Départementale des Territoires et de la Mer
Service de l'Environnement
Guichet Unique de la Police de l'Eau et de la Nature
Réf : \\d62-scr\dossiers\SER\02-Communes\Longfossé-62524\Superf\Travaux
rivière\aménagement cours d'eau COMMUNE\courrier opposition tacite.doc
Affaire suivie par : Sandrine DELAYEN
sandrine.delayen@pas-de-calais.gouv.fr
☎ 0321503018

LRAR

Monsieur le Maire,

Vous avez déposé le 2 mai 2018 un dossier de déclaration auprès du Service de l'Environnement en charge de la Police de l'Eau relatif au réaménagement d'une partie du cours d'eau Route de Wierre sur votre commune au titre de la rubrique 3120 de l'article R 214-1 du code de l'environnement.

En date du 24 octobre 2018 (notifiée le 26 octobre 2018 par lettre recommandée avec accusé de réception) il vous a été demandé de bien vouloir à nouveau **compléter** votre demande **avant le 24 janvier 2019**.

A ce jour, tous les éléments demandés n'étant pas parvenus, je vous informe que conformément à l'article R.214-35 du Code de l'Environnement, **votre projet fait l'objet d'une opposition tacite**.

Vous trouverez une copie de la demande de compléments restée sans réponse.

Je vous serais obligé de bien vouloir faire procéder à l'affichage de cette décision pendant une durée minimum d'un mois, à la Mairie, puis m'adresser le procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité.

Je vous informe donc que **le récépissé délivré le 16 mai 2018 est caduc**. Dans l'hypothèse où l'aménagement envisagé serait maintenu, je vous précise que celui-ci devra faire l'objet d'un **nouveau dépôt de dossier en trois exemplaires** auprès du Guichet Unique de Police de l'Eau et de la Nature.

Enfin, je vous rappelle que les travaux ne doivent pas être commencés avant régularisation de votre projet au titre du code de l'environnement, sous peine de sanctions pénales.

Monsieur le Maire
28, Rue de l'Eglise
62240 LONGFOSSE

Au cas où vous souhaiteriez déposer un recours contre cette décision, conformément à l'article R. 214-36 du Code de l'Environnement il vous appartient de déposer un recours gracieux auprès de Monsieur le Préfet préalablement à tout recours contentieux.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Maire, l'expression de ma considération distinguée.

Pour le Directeur Départemental
des Territoires et de la Mer

Le Chef du Service de l'Environnement

P.J. : copie demande compléments du 24/10/2018

Olivier MAURY

Copie transmise :

- *Sous Préfecture de BOULOGNE SUR MER*
- *CLE du SAGE du Bassin Côtier du Boulonnais*
- *AFB*
- *DDTM/PERL (IC)*
- *CT Côte d'Opale*
- *Amodiag*

Monsieur le Maire
28, Rue de l'Eglise
62240 LONGFOSSE